

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Octobre Rose : la société civile engagée dans la sensibilisation

C.N
Libreville/ Gabon

Un nombre des stratégies mises en place pour lutter contre les cancers féminins, la formation des agents sensibilisateurs occupe une place de choix. À cet effet, le ministère de la Santé et des Affaires sociales, via le Programme national de lutte et de contrôle des cancers (PNLCC), a organisé hier au Centre hospitalier

universitaire de Libreville (Chul), une formation à l'endroit des organisations de la société civile engagées dans cette lutte. Le but recherché à travers cette initiative est de doter l'ensemble de ces organisations partenaires, des outils et techniques leur permettant d'être des seconds relais de la campagne de prévention contre les cancers féminins au sein des communautés.

"La thématique essentielle concerne les cancers du sein et



Photo: H.N.M

La formation vise à doter les membres de la société civile des outils pour la sensibilisation sur les cancers féminins.

du col de l'utérus. Nous avons une plate-forme qui renferme 23 associations, et ce sont elles qui ont été invitées à participer à cet atelier de renforcement des capacités. Il s'agissait de

leur donner des éléments de langage pour leur déploiement sur le terrain. Ces associations sont des partenaires du ministère de la Santé, et elles font le lien avec la population", a souligné

Marguerite Meye, agent au PNLCC. En clair, ces associations sont invitées à jouer leur partition dans cette lutte contre les cancers féminins.

Infirmités motrices cérébrales : exhortation à réagir, à agir



Photo: DR

Plusieurs enfants atteints d'imc sont encore cachés dans leurs familles

R.H.A
Libreville/Gabon

Le monde a célébré hier la Journée de la lutte contre les infirmités motrices cérébrales (IMC). Il s'agit d'un trouble du mouvement et de la posture dû à une lésion cérébrale ou à une anomalie du cerveau apparue au cours de son développement. Au Gabon, ce handicap se répand largement dans les familles qui en souffrent silencieusement.

Appelés par méconnaissance "attardé", "tarés" ou même "mongoles", ces enfants sont privés de scolarisation faute d'établissements publics adaptés. Les parents d'enfants atteints d'IMC crient à l'aide et appellent au secours les pouvoirs publics pour un meilleur accompagnement. Engagée dans cette lutte, Marina Bouassa,

journaliste à Gabon Première, mène ce combat depuis quelques années. L'objectif est d'interpeller les autorités pour une meilleure formation. Ces enfants, depuis la fermeture de l'école spécialisée Horizons Nouveaux, se tournent vers des établissements privés dont les coûts ne sont pas toujours à la portée de toutes les bourses.

"Mon cri va à l'endroit des autorités, des personnalités publiques, des footballeurs, des musiciens, en somme, vers ceux qui peuvent offrir un cadre public idéal à nos enfants. Je les exhorte à réagir, à agir. Je ne les appelle pas à faire des dons de couches, de lingettes ou même d'argent, je les invite plutôt à œuvrer en vue de la mise en place de structures adaptées pour le développement de nos enfants IMC", plaide Marina Bouassa.

Gabon/OMS : l'évaluation de la stratégie de coopération

PMM
Libreville/Gabon

DES experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les partenaires techniques du ministère de la Santé sont réunis, depuis hier à Libreville, en atelier pour l'adoption de la stratégie de coopération 2022-2026, et des priorités 2021-2022 entre l'OMS et la République gabonaise. Deux jours durant, les participants à ces travaux vont passer en revue la stratégie de coopération, document essentiel entre l'OMS et ses partenaires.

"Nous avons fait l'évaluation de la stratégie de coopération qui a pris fin en 2021. Sur la base de données, de recommandations et des priorités qui ont été identifiées pendant cette évaluation, nous vous proposons ici cette stratégie de coopération qui couvre six ans, qui prend en compte les priorités du



Photo: SNN

Les officiels et quelques participants à l'atelier.

pays en matière de santé et les priorités des partenaires des autres secteurs", a indiqué Dr Magaran Monzon Bagayoko, Représentant-résident de l'OMS au Gabon.

La stratégie de coopération sur laquelle repose le 13e Programme général de travail (PGT13) devrait permettre non seulement de revoir les priorités du Gabon, mais aussi de redynamiser le secteur

santé qui a connu de profonds bouleversements dus au Covid-19.

"Avec le PGT13 axé sur la couverture santé universelle, les urgences de santé publique, le déterminant de la santé, la promotion de la santé et le bien-être, nous espérons atteindre les objectifs du millénaire pour le développement", a précisé Patrice Ontina, secrétaire général du ministère de la Santé.